

Guerre en Ukraine : quels enjeux pour la Grèce ?

Aris Marghélias, chercheur à l'Université du Littoral Côte d'Opale (LARJ & TVES) et chercheur associé au Centre de Droit Maritime et Océanique (Université de Nantes)

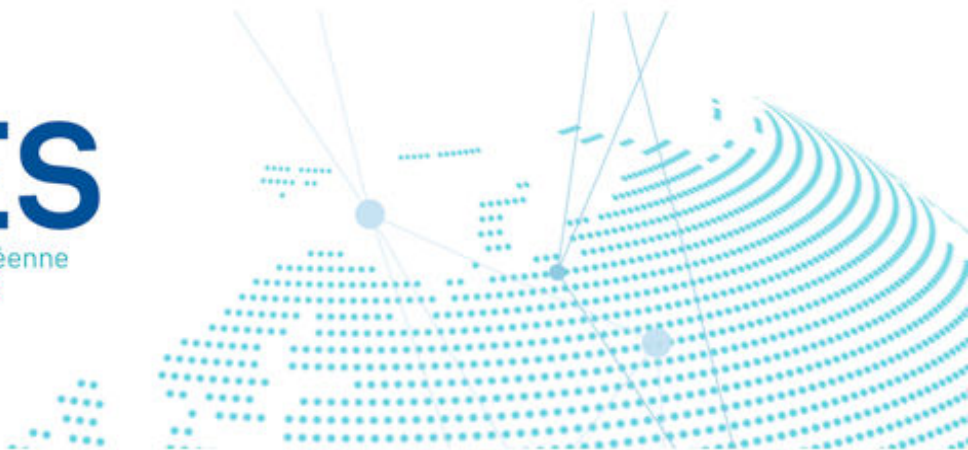
Résumé

Le conflit ukrainien impacte les fondamentaux stratégiques de la Grèce qui figure parmi les premiers pays à avoir envoyé des armes à l'Ukraine, tout en adoptant désormais un langage très dur à l'égard de Moscou. La Grèce semble donc rompre avec sa position traditionnelle qui consistait à suivre la politique de l'UE et de l'OTAN, tout en ménageant la Russie. La Grèce a fait le choix de profiter du conflit ukrainien pour tenter de renforcer son positionnement dans le processus de construction d'une architecture sécuritaire régionale qui défende ses intérêts, notamment face à la Turquie toujours perçue comme une menace, car elle semble profiter de la guerre en Ukraine et de l'indulgence de l'OTAN pour pousser ses pions en mer Egée et en Méditerranée orientale.

La Grèce a été parmi les premiers pays à fournir de l'armement à l'Ukraine : 400 fusils d'assaut AK-47, des lance-roquettes et des munitions. Elle a aussi convenu avec Berlin de [livrer](#) des véhicules de combats d'infanterie soviétiques BMP-1, en échange de l'acquisition préalable - en raison de la menace turque - de véhicules allemands *Marder*, plus modernes. Il s'agit là d'un tournant, la Grèce n'envoyant - par principe - jamais d'armes à l'étranger¹. En revanche, Athènes n'a, pour l'instant², pas accédé à la demande de [Washington](#) de livrer des missiles anti-navires *Harpoon*, jugés trop importants pour sa propre défense face à la Turquie. Dans le même temps, Athènes a adopté vis-à-vis de Moscou un langage très dur, semblable à celui des pays d'Europe orientale et des États-Unis. Cela signale une seconde rupture : l'éloignement d'une position traditionnelle qui consistait pour la Grèce à remplir sans ambiguïté, mais aussi sans excès, ses obligations de membre de l'UE et de l'OTAN, du fait que - contrairement à ses partenaires - son problème sécuritaire est la Turquie et non la Russie.

¹ À la récente exception de [l'envoi de missiles Patriot](#) à l'Arabie saoudite.

² Au début juin 2022.



Il convient donc d'expliquer cette posture grecque et, par là-même, en quoi ce conflit impacte les fondamentaux stratégiques de la Grèce ; les conséquences de cette guerre ne sont d'ailleurs pas fait attendre en Méditerranée orientale.

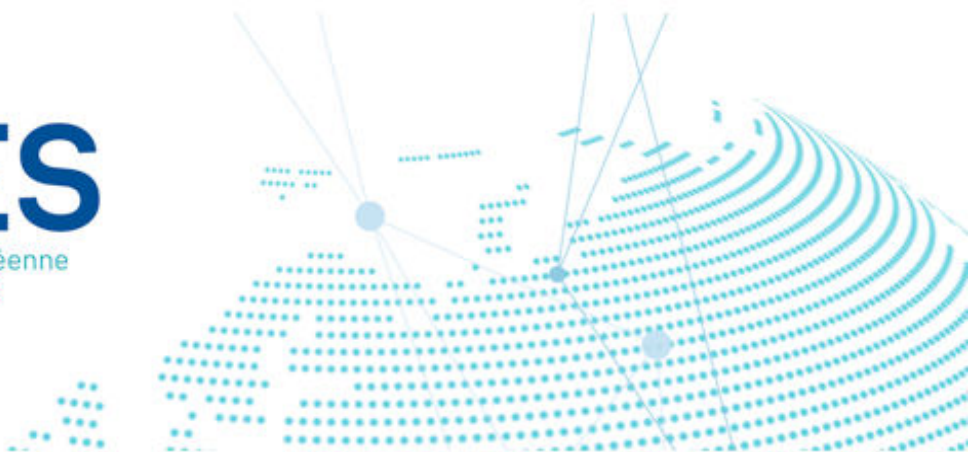
Des positionnements oscillants face aux recompositions en cours

L'annonce d'une [coopération franco-gréco-turque](#) pour une mission humanitaire à Marioupol est symptomatique du flottement qui a suivi l'invasion russe. Relevant du *soft power*, elle a initialement permis d'afficher une volonté de coopération à faible coût dans un contexte où se retrouver responsable d'un regain de tensions intra-OTAN était à éviter³. Mais sa réalisation, [difficile](#), a fini par perdre sa pertinence ; la capacité de la France, de la Grèce et de leur rival turc à mener de concert une coopération de basse intensité n'aura donc pas été éprouvée.

Dans le même temps, la [visite](#) du premier ministre grec K. Mitsotakis en Turquie à la mi-mars 2022 a laissé croire à une accalmie durable mais a rapidement fait place à une [reprise des tensions](#) en mer Égée, signalant qu'Ankara ne lâche rien. [Dénonçant cette escalade](#), la Grèce a fini par activer son système de défense anti-aérien, une mesure rare, tout en mettant en état de vigilance renforcée ses forces armées le long de la frontière terrestre et en mer Égée. La Turquie a à son tour dénoncé des [violations](#) de son espace aérien par l'armée de l'air hellénique, la [presse fidèle à R. T. Erdogan](#) soupçonnant par ailleurs les pilotes grecs d'avoir été entraînés à l'utilisation des *Rafale* bien avant leur acquisition, voire même que ces derniers sont pilotés par des Français. Ces réactions font suite à la [signature](#), fin mars 2022, de l'accord final de vente de six *Rafale* supplémentaires à la Grèce et de trois frégates Belharra. À la fin mai 2022, la Turquie a fini [par suspendre](#) unilatéralement sa coopération avec la Grèce. Ces éléments évoquent un maintien des positions et une [confirmation](#) de la percée française dans l'équation gréco-turque, qui semble par ailleurs [compatible](#) avec le retour américain dans la région.

C'est dans ce contexte de recomposition - donc d'incertitude - que R. T. Erdogan tente, pour sa part, d'accélérer la normalisation de ses relations avec certains acteurs régionaux : Israël, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis. L'inquiétude grecque sur la fin possible de l'isolement turc n'est donc pas infondée. Cependant, le cap d'un retour à la situation précédente - celle d'une solitude d'Athènes dans un « tête-à-tête » avec Ankara -

³ La [déclaration](#) du ministre grec de la Défense selon laquelle « *ce n'est pas le meilleur moment pour parler contre la Turquie à l'OTAN* » est tout à fait symptomatique de l'état d'esprit dans l'Alliance au début du conflit.



paraît désormais franchi⁴. La Grèce semble dès lors se rapprocher de son objectif : devenir un acteur crédible sur lequel il est possible de compter pour contrebalancer une présence régionale turque pléthorique et potentiellement déstabilisatrice, mais surtout pour assumer le rôle d'interface énergétique, stratégique et économique principal entre l'Europe et la Méditerranée orientale.

La question chypriote et le conflit ukrainien

Des similarités entre les deux conflits

Même si leur impact sur la sécurité internationale est différent, les conflits ukrainien et chypriote partagent des similarités juridiques et factuelles : invasion et occupation au nom de la protection d'une population, sécession et reconnaissance de pseudo-États⁵. Dans son [allocution](#) devant le Congrès américain, K. Mitsotakis a d'ailleurs fait le lien entre ces deux conflits, car la Grèce et Chypre ont [tout intérêt](#) à voir le principe fondamental d'intégrité territoriale et d'indépendance être appliqué à Chypre comme en Ukraine.

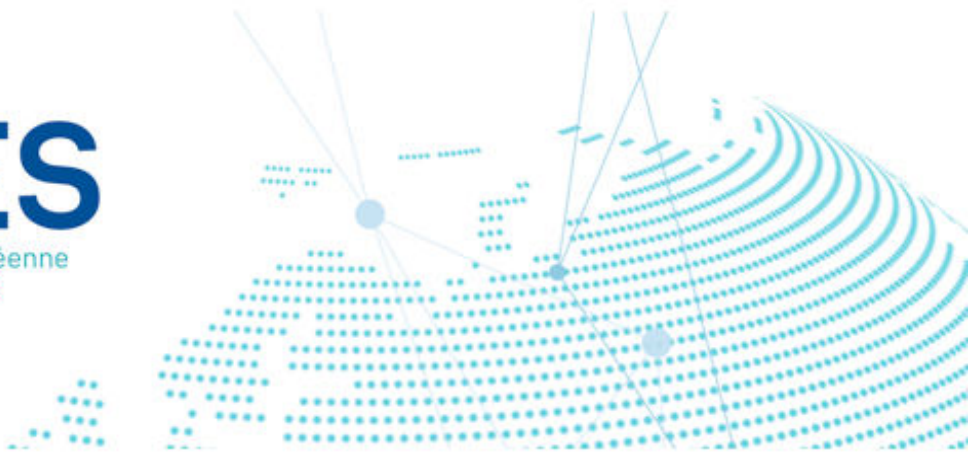
À l'opposé, la Turquie, qui s'est certes exprimée en faveur de l'intégrité de l'Ukraine, a davantage intérêt *dans les faits* à une gestion, plus qu'à la recherche d'une annulation, des conséquences territoriales et politiques issues des faits accomplis militaires. C'est ce que suggère la [démarche diplomatique](#) de R. T. Erdogan, initialement [surjouée par la presse pro-gouvernementale](#), mais qui semble aujourd'hui⁶ s'être essoufflée. L'application de cette logique en Ukraine permettrait à Ankara d'accroître le seuil d'acceptabilité de ses propres interventions (Chypre, [Syrie](#), [Irak](#), Libye) et de banaliser une logique expéditionnaire et de recomposition territoriale et politique à l'image des rapports de force. Or, nous sommes précisément dans une période de durcissement de la position turque sur Chypre. S'orientant désormais vers une [solution à deux États](#) et une ouverture à la [colonisation](#) de la zone de Famagouste⁷, la Turquie accroît la [militarisation](#) des zones

⁴ Le fait que chaque démarche de rapprochement de ces États avec la Turquie est [systématiquement précédée ou suivie](#) de démarches à l'égard de la [Grèce et/ou Chypre](#) montre que les accords d'Abraham fonctionnent.

⁵ À cet égard, le fait que V. Zelenski n'a fait [aucune référence](#) à l'occupation turque lors de son allocution devant le parlement chypriote a suscité une vive irritation.

⁶ Au début juin 2022.

⁷ Deux actions [contraires aux résolutions](#) du Conseil de Sécurité. K. Mitsotakis a, par ailleurs, [réaffirmé](#) à J. Biden qu'une solution à deux États était inacceptable.



occupées de Chypre tout en organisant les conditions [politiques](#) et [économiques](#) d'une annexion de fait.

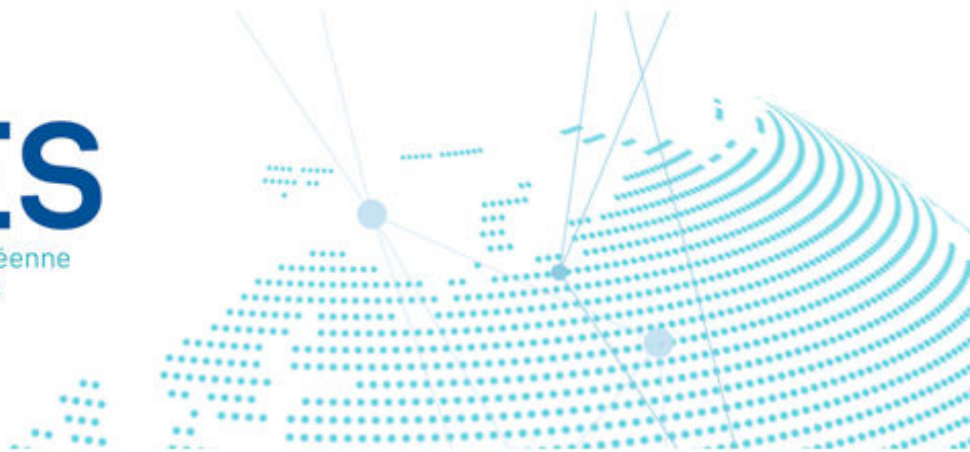
L'urgence énergétique et Chypre

La déconnexion du gaz russe remet forcément sur la table la question épineuse de l'exploitation et du transit des ressources naturelles de la Méditerranée orientale. Or, la pression pour leur exploitation – et par là-même pour le règlement ou la neutralisation des conflits régionaux - ira dès à présent en s'accroissant. Dans ce contexte, c'est Chypre qui est davantage susceptible de devenir le réceptacle d'une telle pression, qui viendra s'agréger aux défis suscités par [le détricotage de ses relations](#) historiques avec Moscou.

Dès lors, plus que d'un manque de vision, le [retrait](#) du soutien américain au gazoduc East Med - [à la veille](#) d'un conflit que Washington avait clairement entrevu - relève d'abord d'une volonté d'organiser la déconnexion russo-turque. Un des effets de cette déconnexion sera forcément l'accroissement de l'étanchéité stratégique entre la Russie et la Turquie ; la [fermeture](#) de l'espace aérien turc aux aéronefs russes à destination de la Syrie en est un symptôme. En contrepartie, on peut donc s'attendre à ce que la porosité stratégique sur le flanc sud de la Turquie s'accroisse. Les [propos](#) de la sous-secrétaire d'État V. Nuland, selon lesquels « la Méditerranée orientale a besoin d'énergie, *quelles que soient les conditions* », suivis de [l'appel](#) du ministre turc des Affaires étrangères M. Cavusoglu à l'UE de faire pression sur Nicosie pour accepter la solution d'un gazoduc reliant Israël à la Turquie *via* Chypre [sans résolution préalable](#) du problème chypriote, montrent bien la logique à l'œuvre. Dans le même temps, la [Grèce](#), [Chypre](#) et [Israël](#) restent dans l'expectative sur l'East Med.

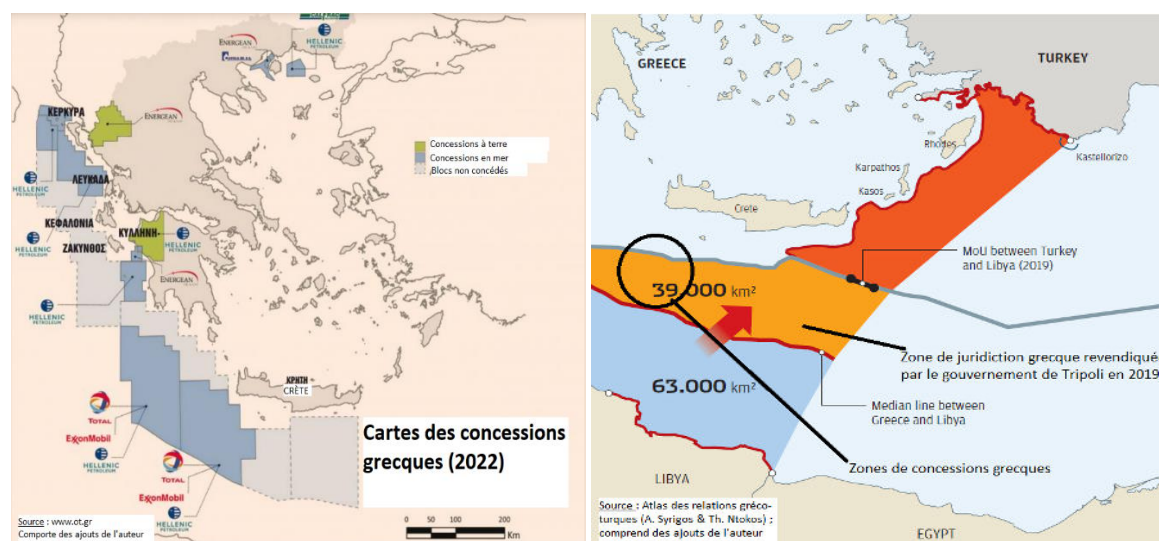
Quid de la Libye ?

Par ses réserves en hydrocarbures la Libye pourrait jouer un rôle dans la crédibilisation du projet d'isolement énergétique de la Russie. Il n'est donc pas à exclure que la Turquie tente de reprendre [l'initiative](#) dans le pays. Cela lui permettrait de réactiver un levier efficace de pression régionale, tout en espérant rendre - au nom de la lutte contre la Russie également présente en Libye - son intervention plus difficilement critiquable. Une telle évolution serait fort préjudiciable pour la Grèce : celle-ci cherche en effet à dissoudre [l'accord turco-libyen](#) de 2019 qui lui dénie l'accès à la Méditerranée orientale et à de grandes zones au sud de la Crète. Malgré son [rejet massif par les acteurs](#) régionaux, cet accord persiste et continue de



servir la stratégie régionale turque, qui consiste à neutraliser l'application du droit conventionnel par l'accumulation des faits accomplis.

À cet égard, aucune des concessions que la Grèce [vient d'octroyer](#) pour lancer sa production d'hydrocarbures en écho à l'urgence énergétique ne se trouve dans une zone *directement* revendiquée par la Turquie, ce qui montre qu'Athènes ne souhaite pas une escalade dont elle pourrait être considérée comme responsable. En revanche, certains blocs concédés au sud-ouest de la Crète se chevauchent avec la zone que s'est appropriée par l'accord de 2019 le gouvernement de Tripoli. En outre, la [Grèce](#) prend [très au sérieux](#) le projet - cette fois [soutenu](#) par Washington - d'interconnexion électrique par câble sous-marin avec l'Égypte, qui passe par cette même zone.



La Turquie défendra-t-elle les intérêts « libyens » - qui sont en réalité les siens ? Dans un contexte de volatilité en Libye, l'accord turco-libyen sera-t-il rompu ou deviendra-t-il consensuel parmi l'élite politique du pays ? Autant de questions cruciales pour Athènes, susceptibles de se poser sous peu.

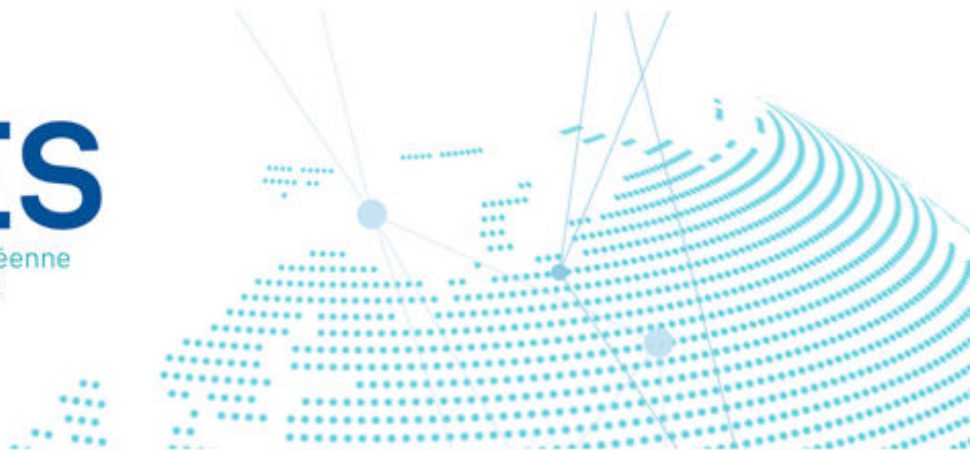
Le cas du port d'Alexandroupolis

Dans les années 2010, les Russes ont tenté une [percée d'influence](#) dans le nord de la Grèce, notamment autour du port d'Alexandroupolis. Par une combinaison d'investissements, d'initiatives socioculturelles et de rapprochement avec les autorités locales, Moscou espérait rendre cet espace – qui est l'interface entre la Méditerranée et la zone Balkans/mer

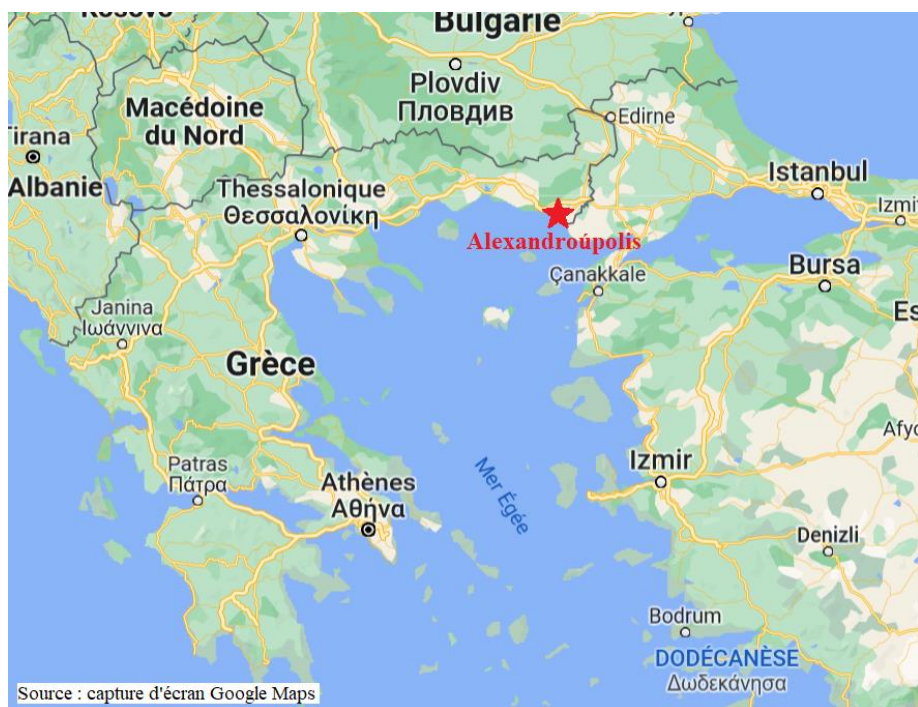


FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



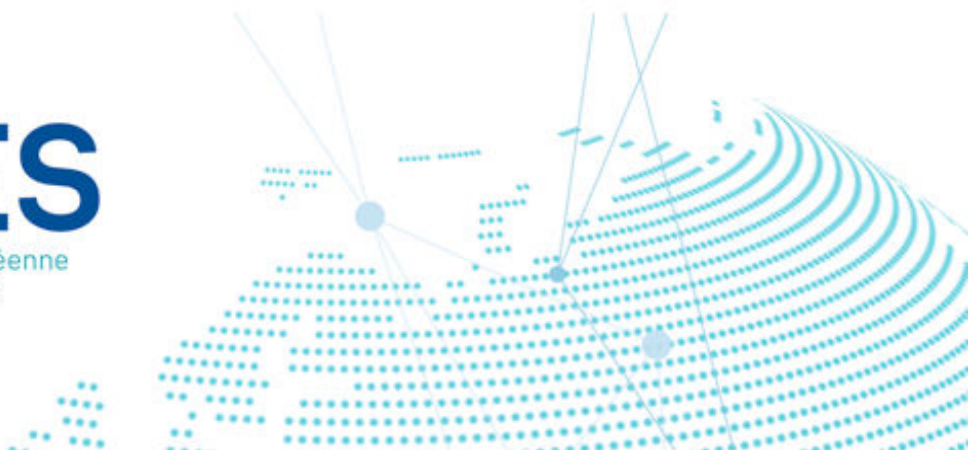
Noire - inhospitalier pour les Américains. L'ambivalence turque croissante servant déjà cet objectif, la Grèce - affaiblie par la crise financière - était la cible suivante : en effet, Grèce et Turquie verrouillent cet espace. Pour contrer cette tentative, le gouvernement grec s'est efforcé, avec [le concours](#) du très énergique ambassadeur américain à Athènes⁸ et ancien ambassadeur à Kiev lors des événements de Maïdan, J. Pyatt, d'inverser la tendance en transformant ce port périphérique en nœud énergétique et militaire occidental.



Source : capture d'écran Google Maps

Alexandroupolis évolue désormais en hub pour le gaz naturel liquéfié (LNG) qui y arrivera par mer, avec une capacité de transit de [6,1 milliards m³](#) par an. Ce projet, soutenu par la [Commission européenne](#) et auquel s'associent la [Macédoine du Nord](#) et la [Bulgarie](#), bénéficie du [plein soutien américain](#). De ce point de vue, le tournant vers le LNG, accéléré par le conflit ukrainien, est une bonne nouvelle : pour ce port de seconde zone, qui voit son importance s'accroître considérablement ; pour les États-Unis, puisque le LNG qui y

⁸ Dont le mandat, qui vient de s'achever, a vu la transformation de la Grèce en véritable couloir militaire américain vers les Balkans et la mer Noire.



transitera sera en partie américain et contribuera à crédibiliser la [déconnexion énergétique](#) avec la Russie ; pour les armateurs grecs, qui transporteront ce LNG.

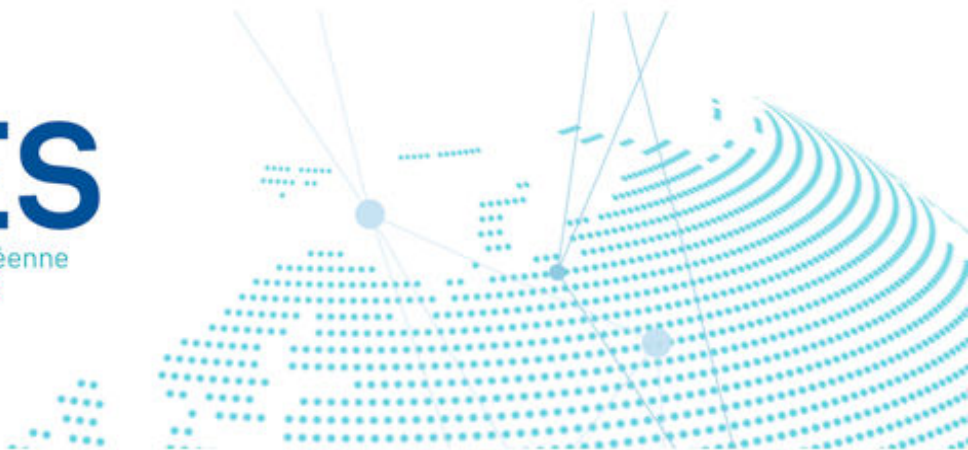
Alexandroupolis devient également un nœud militaire par lequel les États-Unis peuvent [projeter](#) des forces depuis la mer Égée jusqu'en Roumanie, contournant ainsi les limitations imposées par la Convention de Montreux sur le transit de forces armées par le Bosphore et s'affranchissant de l'ambiguïté et du transactionnalisme turcs. Or, le conflit ukrainien met justement en exergue la valeur stratégique de la Roumanie, qui pourrait se trouver à jouxter une zone sous contrôle russe si Moscou finissait par dominer l'ensemble du littoral ukrainien⁹. La Russie [vit](#) donc [mal](#) le surclassement de ce port, ce qui confirme l'inefficacité chronique de sa diplomatie et de son *soft power* en Grèce. D'ailleurs, la récente [expulsion](#) de 12 diplomates russes serait, [selon le renseignement grec](#), liée à de nouvelles tentatives d'intrusion de Moscou par la manipulation de militaires, de médias régionaux, d'universitaires et de « leaders » du mouvement antivaccin.

La montée de la « cote stratégique » de ce port situé à proximité de la frontière turque [irrite aussi Ankara](#), entraînant une surréaction de [la presse pro-gouvernementale](#). D'une part, car il entame la valeur stratégique de la Turquie, qui est bien l'élément qui permet à Ankara de maintenir à faible coût une ambivalence qui aurait été impardonnable à tout autre membre de l'OTAN. D'autre part, car une présence militaire américaine dans cette région est vue par Athènes comme un gage de sécurité, partant du postulat que plus la Grèce devient un rouage important du dispositif stratégique américain, moins elle est une proie facile.

Des implications en matière militaire

Le conflit ukrainien sonnant le retour de la puissance conventionnelle comme outil de politique étrangère en Europe, il signale aussi la fin de l'exceptionnalisme grec qui consistait pour la Grèce à être le seul pays européen après la guerre froide à maintenir, en raison de la menace turque, un format militaire conventionnel massif (et cher). C'est plutôt une bonne nouvelle pour Athènes qui [se joint](#) à la [demande](#) d'États européens d'exclure les dépenses militaires du déficit public, en dépit des [réticences](#) de Berlin et La Haye. En outre, la Grèce espère que le contexte de réarmement décomplexé discrédite l'exigence turque de démilitarisation des îles du Dodécanèse. C'est là un sujet *existentiel* pour Athènes, la Turquie remettant désormais en [cause officiellement](#) et [de façon de plus en plus pressante](#) la souveraineté hellénique sur les îles en question.

⁹ Selon la situation au début juin 2022.



Cependant, cette phase de réarmement occidental pourrait aussi conduire à la [levée](#) des mesures restrictives sur la vente de matériel militaire à la Turquie, comme en témoigne l'avis favorable du Département d'État pour la [modernisation](#) et la [vente de chasseurs F-16V](#) aux Turcs. Cela serait néfaste pour la Grèce, qui verrait s'accroître le déséquilibre de son rapport de force avec la Turquie qu'elle s'évertue tant à réduire. Mais, concernant le matériel américain, cela suppose franchir deux obstacles : les sanctions prises dans le cadre du [CAATSA](#) et un passage par le Capitole, [qui reste difficile](#) malgré un [changement de ton](#). Conscient que c'est au Congrès que cela [se jouera](#), K. Mitsotakis a [évoqué](#) devant ses membres les conséquences d'une vente d'armes à la Turquie.

Conflit ukrainien et « hellénosphère »¹⁰

Pour soutenir sa stratégie, la Grèce s'efforce de mobiliser les trois vecteurs d'amplification de son empreinte internationale : le monde maritime, le clergé orthodoxe et la diaspora. Or, il se trouve que le conflit ukrainien les implique tous.

Le monde maritime

Le tournant vers le LNG s'avère particulièrement favorable aux armateurs grecs [qui](#) en [contrôlent](#) près d'[un quart](#) du transport mondial. En outre, la détention de leur [savoir-faire](#) permet de cultiver des [synergies régionales](#). Ils ont également [accru](#) leur part dans le transport du pétrole russe, plusieurs compagnies européennes ayant cessé cette activité en raison du conflit ukrainien¹¹. De surcroît, l'imperméabilisation croissante des frontières russo-européennes, susceptible de freiner l'[essor](#) du vecteur ferroviaire des routes chinoises de la soie, pourrait rediriger une partie des flux vers la Méditerranée et profiter ainsi au port du Pirée, [premier point d'entrée](#) régional des produits chinois.

Le conflit ukrainien apparaît donc comme une occasion pour la Grèce de faire un saut qualitatif et quantitatif dans le domaine maritime, à un moment où elle essaie de redynamiser sa maritimité et son rôle dans la sécurité énergétique de l'Europe, deux éléments-clés de sa stratégie régionale.

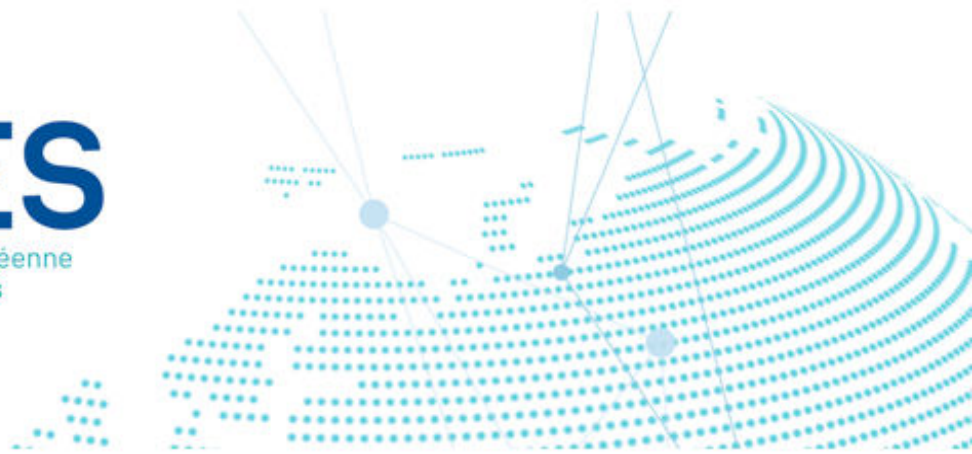
¹⁰ Terme emprunté à G. Prévelakis, professeur à la Sorbonne et représentant de la Grèce à l'OCDE.

¹¹ D'où l'[opposition](#) de la Grèce à l'interdiction par l'UE du transport du pétrole russe par des navires battant un pavillon européen.



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



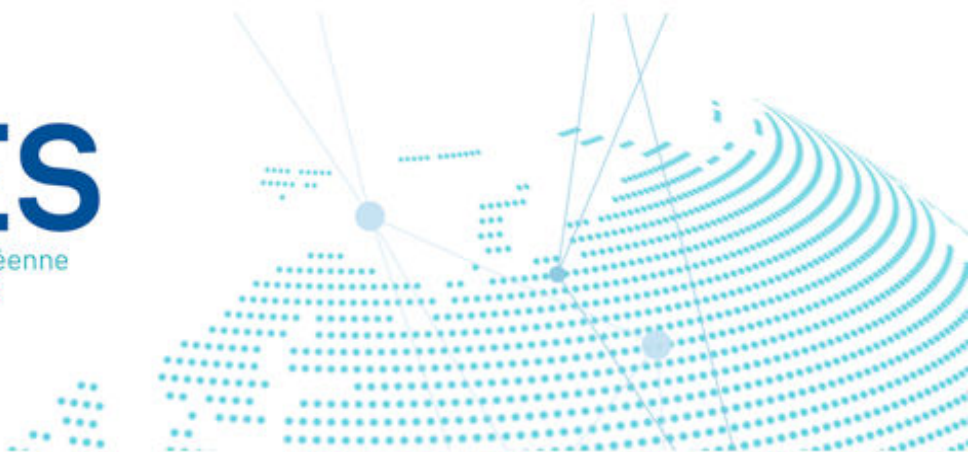
Le clergé orthodoxe

Si les Slaves, et notamment les Russes, constituent la substance démographique du monde orthodoxe, les « clés » spirituelles et institutionnelles de celui-ci restent principalement en des mains grecques. Or, depuis quelques années, nous assistons à une reconfiguration de la géopolitique de l'Orthodoxie dans laquelle le Patriarcat Œcuménique, sorte de « Vatican » orthodoxe intimement lié à la Grèce, joue un rôle pivot.

Très proche des États-Unis, le Patriarche Œcuménique Bartholomée a fait usage de son pouvoir spirituel et institutionnel pour donner à l'église d'Ukraine son indépendance (autocéphalie) en 2018, une décision controversée. Il a ainsi mis fin à la tutelle séculaire du Patriarcat de Moscou sur Kiev, entraînant, par là-même, la rupture entre le Patriarcat Œcuménique et celui de Moscou. La récente reconnaissance par Bartholomée de l'Archidiocèse d'Ohrid (Macédoine du Nord), jusque-là entièrement dépendant de l'église serbe, confirme bien cette volonté de rompre le tandem « slavité-orthodoxie », dans la mesure où celui-ci est perçu comme vecteur d'influence russe et participe du projet commun de V. Poutine et du Patriarche russe Cyrille de cimenter le « monde russe ». De son côté, l'église russe cherche désormais à déstabiliser le pouvoir du Patriarcat Œcuménique. Or, l'enjeu est majeur, car de la perpétuation de la prééminence spirituelle et institutionnelle grecque dans le monde orthodoxe dépend l'enrayement de la stratégie de puissance russe dans sa dimension religieuse – ce que Washington a parfaitement compris - mais aussi l'accès d'Athènes à un réseau international dense et performant.

La minorité grecque d'Ukraine

Fondateurs de Marioupol en 1780 et comptant pour le quart de ses 400.000 habitants, les Grecs d'Ukraine sont établis précisément dans l'arc de crise allant d'Odessa au Donbass. Pour Athènes, l'enjeu est double : jouer un rôle leader dans leur protection et, par là-même, sceller son rapprochement avec cette communauté longtemps éloignée de la Grèce en raison du rideau de fer, afin d'acquérir un vecteur d'influence en Ukraine où la pénétration turque s'est considérablement accrue. En revanche, parce qu'ils vivent dans la zone où l'influence russe est historiquement importante, voire dominante, il n'est pas sûr que les Grecs d'Ukraine prêtent dans leur ensemble allégeance à Kiev. À cet égard, les communautés grecques de Crimée et de Donetsk semblent s'être accommodées de la tutelle russe. Le danger d'une fragmentation des Grecs d'Ukraine entre « pro-russes » et « pro-ukrainiens »



est donc réel¹². En outre, il est difficile de prévoir quelle sera la future répartition géographique des Grecs entre zones contrôlées par Kiev et par Moscou.

Devant ces incertitudes, la posture résolument pro-ukrainienne d'Athènes suscite des questionnements : si les territoires où vivent les Grecs finissent sous contrôle russe, le lien avec cette communauté résistera-t-il à un second rideau de fer, à l'heure où la Grèce réunit toutes [les conditions](#) pour être qualifiée de pays inamical par la Russie ?

Quelles perspectives ?

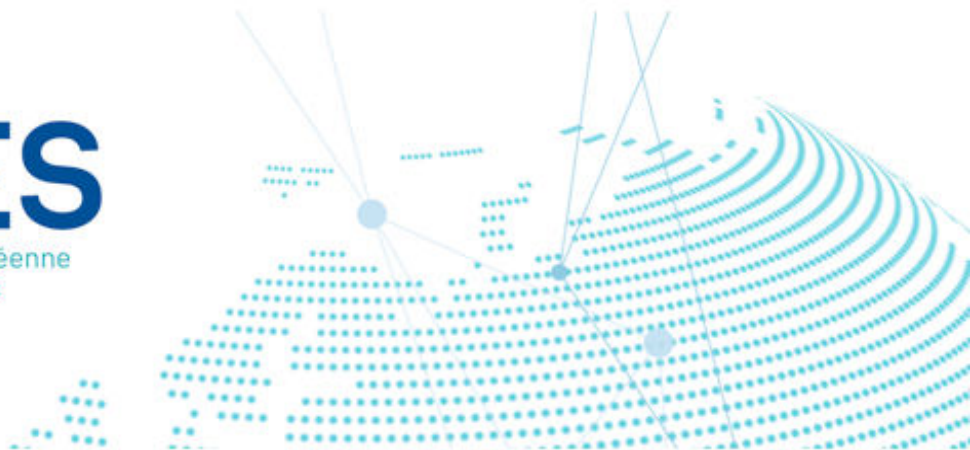
Le conflit ukrainien conforte la stratégie grecque de ces dernières années : celle de sortir d'un « [provincialisme turco-centré](#) » pour se positionner plus largement comme un réceptacle, producteur et redistributeur de sécurité, capable de façonner les évolutions régionales à travers de nouvelles alliances et un outil militaire crédible. Néanmoins, la Grèce se doit d'accroître sa vigilance car son voisin, révisionniste, entre dans une phase d'incertitude, donc de dangerosité. C'est à ce niveau que le conflit ukrainien change la donne par son effet accélérateur et amplificateur.

Le [prolongement](#) de la guerre restreint l'espace propice à l'ambivalence stratégique et au transactionnalisme, qui procurent à Ankara sa liberté d'action. Si l'on peut s'attendre à ce qu'elle adapte progressivement sa stratégie à cette réalité, la Turquie doit néanmoins se résoudre à travailler sa reconnexion au dispositif stratégique occidental. En effet, sa transition vers « l'auto-suffisance stratégique », qui lui aurait épargné ces difficultés, n'a pas été pleinement achevée à ce jour, y compris en raison de la synergie franco-hellénique. À cela s'ajoutent les élections prévues en 2023 qui exigent du président turc des succès. À défaut d'un bilan positif, sera-t-il tenté par une action contre la Grèce ou Chypre¹³, dont l'idée devient de plus en plus [consensuelle](#) parmi l'élite politique turque ? Il a montré ces dernières années qu'il en serait capable et le conflit ukrainien ne semble pas avoir rendu prohibitif pour Ankara le coût du révisionnisme et de l'utilisation de la force comme mode d'exercice de la politique étrangère.

La Turquie aspire depuis longtemps - notamment par la menace militaire - à une refonte de ses relations avec la Grèce, qui lui permettrait de consacrer un rapport de force qu'elle considère comme ayant évolué en sa faveur au cours des dernières décennies. Elle pourrait bien percevoir le contexte actuel de recomposition des rapports internationaux comme une

¹² À cet égard, le choix de V. Zelenski de présenter devant le parlement hellénique deux membres du bataillon Azov prétendument d'origine grecque n'est pas anodin a suscité de vives [critiques](#).

¹³ Notamment par une annexion de la partie occupée de Chypre.



occasion d'atteindre enfin cet objectif. En outre, cela désamorcerait la tentative de la Grèce de s'extirper de sa situation d'éternel otage stratégique de la Turquie, tentative dont le succès est une condition *sine qua non* à la réussite de la stratégie régionale grecque. C'est précisément cette situation dangereuse et les choix qu'elle implique que le chef d'État-major grec a voulu décrire en déclarant que « nous préférons être à table que figurer au menu »¹⁴. D'où la stratégie d'enrayement de cette mécanique turque par le renforcement et la diversification du « portefeuille sécuritaire » grec, dans laquelle le partenariat franco-hellénique s'inscrit pleinement, mais qui n'est pas encore accomplie en matière de réarmement.

Les modalités d'une reconnexion turco-occidentale sont donc l'enjeu central pour Athènes et Nicosie qui ne souhaitent pas devenir la monnaie d'échange de cette reconnexion au nom de l'urgence stratégique. De ce point de vue, on peut s'attendre à ce que la Grèce poursuive le renforcement de sa sécurité pour neutraliser le harcèlement stratégique turc et discréditer le postulat d'« exceptionnalisme est-méditerranéen », porté par la Turquie, et qui exige l'application de règles alternatives au détriment du droit conventionnel. À défaut, la perpétuation de l'ambiguïté turque est probablement préférable pour Athènes : son zèle sur la question ukrainienne lui permettra-t-elle de faire contraste avec Ankara et rester la « valeur sûre » de la région, dans le but de percevoir des « dividendes géopolitiques » et de sanctuariser ses frontières.

Ainsi, s'il l'on pouvait s'attendre à ce que la complexité et le télescopage des enjeux suscités par le conflit ukrainien donnent lieu à une position la plus pondérée possible, ce sont précisément ces enjeux qui ont poussé Athènes à épouser intégralement la dialectique américaine sur le conflit ukrainien, en espérant faire de cette crise l'occasion d'un bon géopolitique qualitatif. Le choix semble à premier abord pertinent, puisque le rôle d'interface énergétique, stratégique et économique entre l'Europe et la Méditerranée orientale suppose devenir le nœud des intérêts européens *et* américains dans la région, ce qui n'est pas chose aisée. Or, le conflit ukrainien a accru la convergence stratégique entre Europe et États-Unis, a diminué une Allemagne traditionnellement proche d'Ankara, et n'a pas conduit à un « ré-appropriation stratégique » de la Turquie qui aurait de nouveau fait d'elle la pièce maîtresse du dispositif occidental dans la région. En fond de crise énergétique, Athènes a donc perçu cette situation comme une rare occasion d'impulser son agenda ; dès lors, sa posture sur le conflit ukrainien ne pouvait être différente.

En revanche, ce choix ambitieux sera éprouvé par trois grandes inconnues. D'abord, la nature des futures relations russo-occidentales, qui déterminera le coût pour la Grèce de la

¹⁴ Lors du Forum Économique de Delphes, le 8 avril 2022.



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

sortie de sa position traditionnelle à l'égard de la Russie. Ensuite, les choix de la Turquie d'ici aux élections prévues en 2023 et la situation qui sera issue de celles-ci. Enfin, la question de savoir qui, entre Turcs et Occidentaux, finira par [avoir la haute main sur](#) la définition des modalités de la réorganisation de leurs rapports stratégiques.



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

INSTITUT FMES
Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - F 83000 TOULON

TOUS DROITS RESERVES